

ENSEMBLE, AIMONS NOTRE VILLE

30 sièges
Majorité



QUEL AVENIR POUR NOTRE DÉMOCRATIE ?

Depuis des années, la confiance des Français(e)s envers les représentants qu'ils ont élus, dans les différentes assemblées et au plus haut niveau de l'État, s'est petit à petit effondrée. Beaucoup de nos concitoyens pensent que leurs élus nationaux sont trop éloignés d'eux, qu'ils ne les comprennent pas et, de ce fait, qu'ils ne les représentent pas efficacement.

C'est l'une des revendications majeures de la frange dure des "gilets jaunes" qui veulent décider eux-mêmes, à travers notamment les référendums d'initiative citoyenne. La plupart d'entre eux sont éloignés de la capitale, siège du Parlement, et se sentent exclus.

Il faut dire que la recentralisation opérée depuis quelques années au détriment de la décentralisation des années 1980 n'a rien fait pour arranger les choses. La configuration politique issue de la dernière élection présidentielle, avec une nouvelle répartition des équilibres et la fin de la véritable opposition droite/gauche contribue aussi au manque de repères de certains. Les partis traditionnels sont en crise et ont du mal à se relancer et à s'affirmer sur la scène politique nationale, voire européenne. Tout ceci ouvrant la voie à la montée des populismes, qu'ils soient d'extrême-droite ou d'extrême gauche, leurs programmes ayant d'ailleurs des points communs.

Les dérives de la démocratie directe, dont l'histoire nous a fournis des preuves (souvenons-nous de 1793...), ne peuvent pas mener notre pays vers un équilibre social et économique reconstitué. Les exactions récentes d'anarchistes de tous bords ne sont pas acceptables. Il y a des valeurs que l'on ne peut accepter de voir piétiner. Quand la rue fait la loi, cela s'appelle l'anarchie.

Ceux qui veulent promouvoir la démocratie délibérative, participative ou directe peuvent à court terme renforcer la verticalité du pouvoir. En effet, parler de démocratie délibérative ou directe revient non pas à enrichir la vie civique mais à affaiblir les corps intermédiaires, qu'ils soient syndicaux, partis politiques ou autres, et à renforcer le pouvoir central.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? La conclusion du grand débat national a laissé beaucoup de nos concitoyens dubitatifs voire insatisfaits. Comment et quand la crise actuelle va-t-elle se terminer ? Il faudra que le président de la République s'engage dans un acte IV de la décentralisation pour donner aux citoyens un rôle actif au plan local. Ce n'est qu'en s'appuyant sur la démocratie de proximité qu'une sortie de crise semble possible.

Jacques J.P. MARTIN
Pour la majorité municipale